

# Vous avez dit bonne gouvernance?

Décidément je suis incorrigible. Voilà que je m'y plonge encore une fois après m'avoir promis, et même de l'avoir presque juré à d'autres, partisans du motus et bouche cousue imposé généralement aux empêcheurs de bien gouverner en rond, les grandes gueules pour les apôtres de la loi du silence, de laisser dormir des choses et surtout des démons aux cols blancs qu'il faut bien se garder de réveiller.

J'ai essayé. Mais j'avoue avoir été incapable de résister à cette pulsion intérieure propre aux gens du peuple, et qui ne s'accorde guère du faux pratiqué à l'échelle des centres de décision, à cette sorte de dépendance qui fait que l'on ne peut s'arrêter de gesticuler et de parler, inutilement certes. Car ma longue expérience aurait dû m'apprendre, depuis belle lurette, qu'en Mauritanie parler, dénoncer (Ould Taya en personne s'y est prêté à Kiffa), critiquer, ester en justice ou même en venir aux mains ne sert à rien devant ce qui semble être notre destin national, et qui n'est pas moins que de vivre dans la perspective d'être laminés par le rouleau compresseur des intérêts d'une mafia qui ne cesse de s'affirmer en investissant les centres nerveux de la République grâce à l'argent mal acquis de l'Etat (certains ont utilisé les chars, en vain). Je ne me fais aucune illusion et en tout cas les chiens pouvent toujours aboyer et se faire rompre les cordes vocales, cela ne saurait empêcher la caravane de la pègre de passer tête haute et poitrine bombée, de repasser et de continuer son infernal va et vient en toute quiétude, sans s'arrêter aux feux rouges et bien évidemment en toute impunité.

Piller nos ressources, nous mépriser, passer et repasser en ne nous laissant d'autres possibilités que d'aboyer, la mafia qui projette de nous gouverner après avoir affaibli, en les infiltrant, le pouvoir et l'opposition et après avoir soigneusement noyauté toutes les forces en charge de défendre les Institutions de la République: peut se permettre car, pour avoir une approche inspirée de la philosophie coloniale, elle nous connaît plutôt bien et dispose des moyens d'analyser notre mode de pensée, notre façon de raisonner et notre seuil de réaction, dont les frontières sont sans cesse poussées par la corruption et la terreur qui ne connaissent, elles, aucune frontière.

Elle connaît nos tendances spirituelles et notre structure sociale, elle sait comment nous mettre au pas au besoin, en procédant par des montages policiers qui finissent toujours en queue de poisson montrant le caractère mafieux et fallacieux de leur source. Elle sait aussi et surtout comment nous manipuler, à travers le dispositif politico-tribalistique qu'elle a acheté à un prix aussi vil que bas, avant de le transférer en un groupe de sbires sans foi ni

loi (Aleg et Hassi Ould Ahmed Bechna en savent quelque chose), pour nous amener à adhérer par inconscience, par cupidité, par perfidie ou par persuasion coercitive dans un style qui n'a rien à envier aux méthodes Pavloviennes du conditionnement des réflexes, à son ténébreux et criminel projet contre-nature de prise de pouvoir en Mauritanie par les procédés les plus cyniques d'alternance de la force et de la politique (l'inspiration du coup de force du 8 Juin 2003 et la cotation en bourse du PRDS lors des dernières implantations).

Les observateurs avertis sont de plus en plus nombreux à penser que cette entreprise machiavélique se fait à l'insu du pouvoir, tout en simulant avec une extraordinaire dextérité d'être faite dans son intérêt, d'où la bénédiction accordée par celui-ci au processus de son propre renversement dont il a cultivé le germe par le simple fait de se lier à des personnes réputées fréquentables et associées et qu'en tout cas, avec un "Maître" Sghair Ould M'bareck dont le fromage est en train de faire le bonheur d'un autre "Maître" El Moudir Ould Bouna, un "très brillant" Secrétaire Général d'un PRDS qui n'est plus que l'ombre de lui-même au point de faire entière procuration au RDU pour sortir le régime de l'impatte politique et des hommes d'affaires incultes et mafieux auxquels adresser une parole outre qu'élogieuse est tout simplement blasphématoire, la transition tant souhaitée ne peut naturellement déboucher que sur deux modes de gouvernement possibles: Ou bien un gouvernement à la Berlusconi ( ) où Cosa Nostra, l'Opus Dei, Falun Gong et autres Scientologie ont leur mot à dire, voir leurs portefeuilles, ou bien un gouvernement de bidasses nasscriennes, mariales et au verbe incendiaire, à côté duquel le régime des Khmers rouges sous Pol Pot passerait pour l'une des démocraties libérales les plus inoffensives de la planète.

C'est après que cette mafia ait pillé nos ressources halieutiques, au point d'en dégouter les rares partenaires qui acceptaient encore, moyennant d'énormes concessions, d'investir dans nos eaux. Après qu'elle ait pillé et mis à genoux notre secteur minier et compromis l'avenir de notre pétrole en profitant du fait que leurs destinées ont été confiées à un ministre arriviste et dont le seul exploit jusqu'ici a été de s'enrichir (Veguel men illi yesret vih kelb ekhrajje, lisez: en moins de temps qu'il ne faut à un chien pour avaler un ganglion, "un petit morceau de viande") en bradant les permis de recherches et d'exploitation et en balayant du revers de la main et de surcroît devant le Parlement, les dispositions légales en la matière.

Après avoir détourné au vu et au su de tout le monde les crédits de la Banque Mondiale destinés à dévelop-

per le tourisme et l'aide japonaise destinée, elle, à développer les cultures irriguées, notamment celle du riz, avec pour conséquence -et grâce à la complicité de l'administration- l'orientation d'une partie de cette aide au Sénégal qui, même s'il constitue dans ce domaine précis un partenaire au sein de l'OMVS, n'en demeure pas moins un rival sérieux et entreprenant sur le "marché" international de la mendicité. Après avoir saboté l'aide internationale en laissant à nos enfants, qu'elle a appauvris et abêtis, le soin de régler la facture de l'endettement. Après avoir érigé les détournements, la corruption, le clientélisme, le népotisme, le blanchiment d'argent et la fraude fiscale en système de fonctionnement pour se constituer des fortunes à même d'assurer la logistique à ses projets politiques futurs; après donc tous ces forfaits, "notre" Mafia a fait appel à ses experts pour trouver une porte de sortie que ces derniers n'ont pas tardé à ouvrir, très grande, sur la meilleure façon d'expier ses crimes sans en répondre ni devant Dieu ni devant les hommes, et sur le moyen de légaliser ce que l'on a obtenu par l'institutionnalisation du crime économique et la banalisation du crime tout court: simuler une entière adhésion au principe de la bonne gouvernance. Bravo!

Oui, mais doucement messieurs de la mafia, ce n'est pas fini, vous êtes peut-être à l'abri du besoin-mais pas à l'abri de la justice, si ce terme signifie encore quelque chose pour vous car on ne décerne pas la bonne gouvernance, on l'assume. Faire croire aux bailleurs de fonds son entière soumission aux exigences de cette fameuse bonne gouvernance n'est pas une décision au bout de laquelle tous les griefs, que le peuple n'a jamais cessé de dénoncer et dont vos hommes de main ne peuvent réfuter le bien-fondé, sont prescrits comme par enchantement. Non, il ne s'agit pas de l'une de ces formules magiques auxquelles vous avez l'habitude de recourir pour envoûter Ould Taya, et dont la recette est concoctée en un tour de main par vos marabouts lugubres et taciturnes, ni d'un refuge et encore moins d'un sanctuaire dans les entrailles desquels la lanterne de la justice ne peut s'aventurer. Et pour vous, messieurs du système qui êtes superstitieux, cette bonne gouvernance dont le but véritable n'est autre que de valider le bradage de notre économie au profit de la pègre ne saurait être un talisman pour conjurer l'accomplissement de la règle des équilibres naturels, que vous vous êtes évertué si longtemps et si dangereusement à bouleverser et qui commence à gronder, rappelant à votre attention cette loi fondamentale de la vie en société.

Non, ce n'est pas fini, messieurs de la mafia car nous devons nous mettre d'accord auparavant. Le dialogue

auquel vous shires semblent développer certaines allergies -et qui reste pourtant la seule voie de salut pouvant démentir l'écheveau de l'imbroglgio socio-politique dans lequel vous avez conduit le pays- doit nécessairement commencer par nous mettre d'accord sur ce qu'il convient de faire de vos comptes en banque en Suisse et ailleurs dans le monde, de vos villas de plaisance disséminées en Europe, de vos actions dans les circuits internationaux de blanchiment d'argent, de vos villas à Tevragh-Zeina et de vos résidences secondaires qui abritent des harems réduits, dans les traditions barbares qui persistent dans vos meurs malgré la civilisation, aux plus infâmes des conditions d'assujettissement fantasmagique sous l'œil vigilant de vos hommes de main aux fronts bas et aux mâchoires proéminentes (Brrr... j'ai froid dans le dos).

Ensuite vous devez vous donner la peine de passer devant un tribunal dont le président et les assesses doivent naturellement être équipés de gilets pare-balles -comme au bon vieux temps où vos idoles, Al Capone, Lucky Luciano et Vitto Corlone régnaient sur l'Amérique- pour rendre compte de vos agissements qui ont retardé le décollage économique du pays, favorisé l'émergence des intégrismes, hypothéqué l'avenir de plusieurs générations d'enfants en âge de scolarisation, donné du pays une mauvaise image à l'extérieur et qui ont conduit son avenir dans une impasse à l'intérieur.

C'est seulement après cela -et je passe sur bien des sujets qui ont été par le passé traités dans des simulacres de procès et d'amnisties que le système a expédiés, pour éviter à vos hommes de main et au-delà à vous mêmes d'être mis à nu dans des affaires dont la moins accablante est d'avoir transformé la Mauritanie, et de surcroît par l'intermédiaire de ceux qui sont censés combattre le crime organisé, en plaque tournante de la drogue, que l'on peut parler de bonne gouvernance qui commence naturellement par la mise en place d'une base assez solide pour supporter le poids des réformes, c'est à dire votre mise hors d'état de nuire et le rétablissement de la communauté nationale dans ses droits.

Oui, la bonne gouvernance est, vue sous cet angle, d'autant plus souhaitable qu'elle ne peut accuser une minute de retard, mais il faut avant tout réfléchir aux actes répréhensibles, aux crimes et délits économiques antérieurs aux mesures décidées récemment pour lutter contre la corruption, le détournement des deniers publics et le blanchiment d'argent qui fait l'unique raison sociale de certaines de nos banques, et sur la façon la plus acceptable et surtout la plus légale de fermer une bonne fois pour toute leurs dossiers qui donnent des insomnies cauchemardesques à nos décideurs au point où ils ne savent plus à quel (sorcier) se vouer, ce qui expliquerait peut-être le retour aux affaires de LSM VIII, spécialiste en la matière.

Faut-il donc mener des enquêtes, établir les responsabilités, juger les

coupables et rétablir la société dans ses droits, ou faut-il décréter une amnistie, en prélude à un autre simulacre de mise à zéro des compteurs celui-là, une amnistie qui, dans l'esprit de beaucoup, ressemblera à s'y méprendre à une impunité qui ne dit pas son nom. C'est à ce dilemme cornélien qu'il convient de répondre en toute urgence, si nous souhaitons que nos réformes visant à assoier l'autorité de l'Etat et à cultiver une moralité de bonne gouvernance, aient l'impact et les incidences visés. Alors chers experts, à vos crayons et du propre S.V.P.

Qu'en pensez-vous messieurs de la mafia? Vous sentez-vous le courage d'affronter ces épreuves ou jugez-vous plus prudent de profiter discrètement du pays (à partir de Rosso, c'est plus facile) à défaut de faire amende honorable et de vous rendre aux hommes du Commissaire Mohamed Lemine Ould Ahmed qui, paraît-il, ronge son frein pour montrer à ceux qui peuvent encore en douter qu'il n'est pas là pour faire de la figuration. Vous n'avez que l'embaras du choix.

Mais attention, Dieu m'en garde, je ne vous invite pas à un suicide collectif du style apocalyptique du SENTIER LUMINEUX, même si je vous sais sectaires, sournois et capables de toutes les folies. Je tiens par ailleurs à vous informer et à toute fin utile, vous qui êtes près de "nos" sous, que le MAED vient de décréter (je ne sais pas pourquoi) une liste de coupes budgétaires qui se répercutent, par mécanismes intermédiaires interposés et entre autres, sur les crédits alloués jusqu'ici aux Services des Pompes Funèbres de la Mairie de Nouakchott entraînant une hausse vertigineuse des frais d'inhumation. Autant donc réserver dès à présent et au cas où vous aurez choisi cette variante qui coupe court à toute polémique, le billet (toutes taxes comprises) pour un passage en douce vers l'au-delà, dont le premier avantage serait de vous soustraire à nos lamentations, ou aller mourir dans des contrées plus hospitalières.

Déjà et par votre faute, il était difficile et coûteux de vivre dans ce pays (l'oxygène est vendu à la pompe). S'il devient encore plus coûteux d'y mourir et d'y être enterré dans la décence, alors messieurs... Je vous remercie.

*/ Le 10.2.2002 le juge Antonio di Pietro (Chef du Pool anti-corruption) de Milan, auteur de l'opération "Mike Papa" devenue "Mani Puliti", Main propre, déclare au Monde que Berlusconi estime avoir subi un acharnement judiciaire pour l'empêcher de commercer et de faire la politique. Or le 16.1.1994, il avait fait l'objet de 27 demandes judiciaires d'information. Aujourd'hui il y a conflit d'intérêts, Berlusconi étant Chef de Gouvernement et grand entrepreneur, est inculpé pour faits graves comme corruption en actes judiciaires.*